

Art. 108. L'article 24, § 1^{er}, du même décret, est complété par des points 9° à 11°, rédigés comme suit :

« 9° données sur les loisirs ; 10° données sur la mobilité ;

11° données sur la santé. ».

Art. 109. L'article 29 du même décret est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le citoyen peut donner le consentement visé au paragraphe 1^{er} par le biais du canal de communication visé à l'article II.7, alinéas 1^{er} et 7, du Décret de gouvernance du 7 décembre 2018. Par dérogation à l'article II.7, alinéa 2, du Décret de gouvernance du 7 décembre 2018, ce consentement peut également couvrir la communication de données à des instances non publiques. ».

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 110. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° de l'article 30, 6° à 9°, et des articles 33 à 40, qui entrent en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* de la composition du Comité flamand pour la communication de données à caractère personnel, visé à l'article 9/1 du décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives ;

2° des articles 55, 74, 84 à 91, et 105, qui entrent en vigueur le 24 septembre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 2023

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

Le ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,

J. JAMBON

Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents : – Projet de décret : 1671 – N° 1

– Avis de l'Autorité de protection des données : 1671 – N° 2

– Amendements : 1671 – N° 3

– Rapport : 1671 – N° 4

– Texte adopté en séance plénière : 1671 – N° 5

Annales - Discussion et adoption : Séance du 21 juin 2023.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/30966]

30 MARS 2023. — Décret pérennisant le soutien au secteur associatif féministe et renforçant sa participation aux politiques de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française*

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'alinéa 2 de l'article 3 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française est remplacé par ce qui suit:

“ Ce plan définit des objectifs stratégiques sur la base des avis et recommandations du Conseil consultatif des droits des femmes visé à l'article 8, et des évaluations des précédents plans visées à l'article 10, en tenant compte des orientations générales fixées par le Gouvernement dans sa déclaration de politique communautaire. Ces objectifs stratégiques sont déclinés en mesures réalisables dans un délai de cinq années pour chacune des compétences de la Communauté française. Il contient une évaluation des coûts et de sa mise en œuvre. Le plan est transmis au Parlement de la Communauté française. ».

§ 2. Le dernier alinéa de l'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit:

“ Le Gouvernement procède à un suivi et à une évaluation de la mise en œuvre de ce plan. ».

Art. 2. L'intitulé du Chapitre IV^{bis} du même décret est modifié comme suit:

“ Chapitre IV^{bis} – Collectifs “ Alter Egales » œuvrant pour les droits des femmes dans les politiques menées par la Communauté française ».

Art. 3. L'article 7^{bis} du même décret est remplacé par ce qui suit:

“ Art. 7^{bis}. Le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, au moins cinq collectifs “ Alter Egales » œuvrant pour les droits des femmes dans les politiques menées par la Communauté française, ci-après dénommés “ Collectifs ». ».

Art. 4. L'article 7^{ter} du même décret est remplacé par ce qui suit:

“ Art. 7^{ter}. § 1^{er}. Pour pouvoir être reconnu, un collectif doit répondre aux conditions suivantes:

1° le collectif est porteur d'un projet:

a) s'inscrivant dans le cadre des politiques suivantes:

a. les politiques culturelles, en ce compris les politiques des médias;

b. l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire;

- c. les politiques de l'enfance et de la jeunesse;
 - d. les maisons de justice et l'aide à la jeunesse;
 - e. l'enseignement supérieur et la recherche scientifique;
 - f. le sport;
- b) s'inscrivant dans le cadre des objectifs stratégiques définis par le plan visé à l'article 3, à l'exception des objectifs stratégiques et mesures relatifs aux thématiques visées à l'article 8 du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes;
- 2° le collectif est composé d'au moins trois membres;
 - 3° chaque membre du collectif est constitué, depuis au moins un an, sous la forme d'une association ou d'une fondation au sens des articles 1:2 et 1:3 du Code des sociétés et des associations;
 - 4° chaque membre du collectif exerce, depuis au moins un an, des activités œuvrant pour les droits des femmes dans le domaine de compétences de la Communauté française visé au point 1°, a), dans lequel le projet s'inscrit, ou au moins un membre du collectif exerce ces activités depuis au moins trois ans;
 - 5° chaque membre du collectif développe ses actions sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
 - 6° l'équipe en charge du projet comprend au moins une personne justifiant d'une expertise sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes depuis au moins trois ans à compter du dépôt de la candidature du collectif;
 - 7° le collectif a déposé sa candidature dans les formes et délais précisés par l'appel à candidatures.

§ 2. Les projets sont sélectionnés sur la base des critères définis dans l'appel à candidatures. Ces critères peuvent porter sur:

- 1° l'adéquation du projet au regard des thématiques identifiées dans l'appel à candidatures;
- 2° la pertinence du projet au regard des objectifs du plan visé à l'article 3;
- 3° la complémentarité des membres du collectif et la plus-value apportée par leur partenariat, entre autres en matière de mentorat;
- 4° l'ampleur et la diversité des publics ainsi que la couverture géographique du projet;
- 5° la clarté, la cohérence et la crédibilité du projet présenté, en termes d'organisation, d'estimations budgétaires et d'indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées;
- 6° l'adéquation du montant sollicité au regard des activités programmées;
- 7° la plus-value de la reconnaissance au regard des soutiens financiers dont disposent déjà le collectif et ses membres.

§ 3. La procédure de reconnaissance comprend les étapes suivantes:

- 1° le lancement d'un appel à candidatures, rédigé par la Direction de l'égalité des chances sur la base des objectifs stratégiques déterminés dans le plan visé à l'article 3, et soumis au Gouvernement pour approbation;
- 2° la diffusion de l'appel à candidatures sur le site internet des services du Gouvernement;
- 3° une analyse, par la Direction de l'égalité des chances, de la recevabilité des candidatures, de l'opportunité de la reconnaissance au regard des critères de l'appel à candidatures et du montant à accorder au regard du coût des activités programmées. Le Conseil consultatif des droits des femmes remet un avis sur cette analyse;
- 4° une audition des candidats par la Direction de l'égalité des chances ou par le Conseil, si cette dernière ou ce dernier l'estime nécessaire.

La procédure de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression des financements peut être précisée par le Gouvernement. Aucune décision de reconnaissance ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir au préalable reçu l'avis du Conseil.

§ 4. Au moins trois collectifs sont reconnus dans les douze mois de l'adoption du plan visé à l'article 3. Si cinq collectifs n'ont pas été reconnus dans ce délai, un nouvel appel à candidatures est lancé, visant à reconnaître au moins un nouveau collectif dans les douze mois de l'évaluation intermédiaire visée à l'article 10 du présent décret afin qu'au total, cinq collectifs au minimum soient reconnus à l'issue de ces deux appels à candidatures.

Le Gouvernement s'assure que chacune des politiques de la Communauté française visées au paragraphe 1^{er}, 1°, a), soit investie par au moins un collectif visé à l'article 7bis ou à l'article 8 du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes. ».

Art. 5. Dans le même décret, il est ajouté un article 7quater, formulé comme suit:

“ Art. 7quater. § 1^{er}. Un montant minimal de 100.000 € est consacré au financement du projet mené par chaque collectif visé à l'article 7bis. Ces montants sont indexés annuellement sur la base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier antérieur.

§ 2. La subvention permet de couvrir les dépenses liées à la réalisation du projet, à savoir:

- 1° les dépenses couvrant les frais de personnel pour autant qu'elles soient strictement liées au développement du projet subventionné;
- 2° les dépenses couvrant les frais de fonctionnement exclusivement liés au développement du projet à l'exception des frais usuels et structurels du demandeur;
- 3° les frais de publication, de production, de diffusion, de documentation, d'achat de petits matériels et de missions exclusivement liés au développement du projet. ».

Art. 6. L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit:

“ Article 8. - § 1^{er}. Il est institué un Conseil consultatif des droits des femmes, ci-après désigné “ le Conseil. ».

§ 2. Les missions du Conseil sont les suivantes:

- 1° remettre un avis sur le projet de plan “ droits des femmes » visé à l'article 3;

- 2° remettre un avis sur les rapports d'évaluation intermédiaire et finale du plan " droits des femmes » visés à l'article 10;
- 3° d'initiative, à la demande d'un autre conseil consultatif, du Gouvernement ou du Parlement, formuler des avis et recommandations sur les politiques en matière de droits des femmes, notamment les avant-projets ou propositions de décrets, les projets d'arrêtés et l'évaluation des cadres décrets existants et de leur application;
- 4° élaborer le contenu des assemblées plénières " Alter Egales », lors desquelles le secteur féministe est invité à contribuer aux travaux du Conseil;
- 5° six mois avant le début de la présidence de la Conférence interministérielle des droits des femmes par la Communauté française, identifier et remettre un avis sur les thématiques à y aborder;
- 6° remettre un avis motivé au Gouvernement sur les décisions de reconnaissance ou de non-reconnaissance des collectifs visés à l'article 7bis du présent décret et à l'article 8 du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes;
- 7° en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, élaborer des propositions à intégrer au plan visé à l'article 3.

§ 3. Le Conseil consultatif des droits des femmes est composé comme suit:

- 1° dix membres de la société civile issus des domaines suivants:
 - la déconstruction des stéréotypes de genre;
 - la conciliation vie privée-vie professionnelle;
 - la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans tous les secteurs relevant des compétences de la Communauté française et à tous les niveaux dans les instances de décision et les postes à responsabilités;
 - la lutte contre le sexisme et les discriminations croisées;
 - la lutte contre le harcèlement sexiste et sexuel et la lutte contre le cyber-harcèlement;
 - la lutte contre les violences conjugales, en particulier la problématique des enfants exposés à ces violences;
 - la lutte contre les violences sexuelles;
 - la lutte contre les mutilations génitales féminines, les mariages forcés ou les violences liées à l'honneur;
- 2° trois membres issus du milieu académique dans les domaines suivants:
 - la politique de genre;
 - la lutte contre les discriminations;
 - l'évaluation, la prospective et la statistique;
- 3° un ou une référente " égalité-diversité » issus des services du Gouvernement suivants:
 - l'Administration générale de la culture;
 - l'Administration générale de l'enseignement;
 - l'Administration générale de l'aide à la jeunesse;
 - l'Administration générale du sport;
 - l'Administration générale des maisons de justice;
 - le Secrétariat général – Direction de la fonction publique et des ressources humaines.
- 4° un ou une référente " égalité-diversité » issus des organismes suivants:
 - le Conseil supérieur de l'audiovisuel;
 - l'Office de la naissance et de l'enfance;
 - l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur.

Le Conseil peut entendre et inviter à ses travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de l'éclairer dans l'exercice de ses missions.

§ 4. Le Conseil désigne en son sein, pour un terme de cinq ans, une ou un président et une ou un vice-président.

§ 5. Le Gouvernement nomme les membres du Conseil et leurs suppléants ou suppléantes pour un mandat de cinq ans, reconductible une fois.

Le membre suppléant siège en l'absence du membre effectif, et achève le mandat du membre effectif en cas de démission de ce dernier.

Les membres visés au paragraphe 3, 1° et 2°, sont désignés après un appel public à candidatures. Ils doivent justifier leur expertise et leur expérience dans les domaines visés au paragraphe 3, 1° et 2°, ainsi que leur motivation à siéger au sein du Conseil consultatif des droits des femmes. Les membres siègent en leur nom.

Nul ne peut être membre du Conseil consultatif des droits des femmes s'il montre de manière manifeste et à travers plusieurs indices ou s'il appartient à un organisme qui montre de manière manifeste et à travers plusieurs indices son hostilité aux principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ses protocoles, la Constitution, les lois et décrets relatifs à la lutte contre les discriminations.

Une même organisation ne peut compter qu'un seul membre au sein du Conseil.

§ 6. Les membres du Conseil visés au paragraphe 3, 1° à 2°, reçoivent un jeton de présence ou une indemnité de lecture.

Le montant du jeton de présence est fixé à 40 euros pour une demi-journée de réunion de travail. Une indemnité de lecture, fixée à 210 euros par présence effective, est attribuée pour les réunions de travail du Conseil nécessitant une contribution de fond sollicitée au préalable par la ou le président. La ou le président avertit les membres concernés que la contribution sollicitée est sujette à indemnité. Cette indemnité est plafonnée à 840 euros par an.

Les montants du jeton de présence et de l'indemnité de lecture ainsi que de son plafonnement sont indexés chaque année sur la base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Les membres du Conseil visés au paragraphe 3, 1° à 3°, bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe.

§ 7. Le Conseil peut constituer en son sein, sous la présidence d'un ou d'une de ses membres, des commissions et sous-commissions temporaires spécialisées dont il détermine la mission et la composition.

Le Conseil adopte un règlement d'ordre intérieur qui organise son fonctionnement, fixe les modalités de détermination des avis, les conditions de création éventuelle de commissions et sous-commissions, et les modalités de délibération dans le cadre des décisions de reconnaissance ou de non-reconnaissance des collectifs afin de prévenir d'éventuelles situations de conflit d'intérêts.

Ce règlement, et toute modification ultérieure, est obligatoire à compter de son approbation par le Gouvernement.

Le Gouvernement se prononce dans les trente jours de sa saisine. À défaut de décision notifiée dans ce délai, le règlement ou ses modifications sont réputés approuvés et publiés au *Moniteur belge*.

Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Le secrétariat du Conseil est assuré par la Direction de l'égalité des chances. ».

Art. 7. Il est ajouté un article *8bis*, formulé comme suit:

“ Art. *8bis*. § 1^{er}. Il est institué un Comité de pilotage du plan “ droits des femmes », chargé de coordonner et d'évaluer la mise en œuvre du plan visé à l'article 3, en ce compris la politique de lutte contre les violences faites aux femmes.

§ 2. Le Comité de pilotage est composé comme suit:

- 1° une ou un représentant de chaque membre du Gouvernement;
- 2° huit représentants des services du Gouvernement;
- 3° une ou un représentant de chacun des organismes suivants:
 - le Conseil supérieur de l'audiovisuel;
 - l'Office de la naissance et de l'enfance;
 - l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur.

§ 3. Les missions du Comité de pilotage sont, notamment, les suivantes:

- 1° adopter annuellement un état des lieux de la mise en œuvre des mesures relatives aux droits des femmes incluses dans le plan visé à l'article 3;
- 2° sur la base du projet de rapport établi par la Direction de l'égalité des chances visé à l'article 9, § 2, 3°, établir le rapport d'évaluation intermédiaire et le rapport d'évaluation finale à communiquer au Gouvernement et au Parlement, conformément à l'article 10.

§ 4. Le Comité de pilotage est co-présidé par une ou un représentant du ou de la ministre des Droits des femmes et une ou un représentant des services du Gouvernement.

Il se réunit au moins une fois par an.

Son secrétariat est assuré par la Direction de l'égalité des chances. ».

Art. 8. A l'article 9 du même décret est ajouté un paragraphe 2 formulé comme suit:

“ § 2. Pour l'exécution du présent décret, la Direction de l'égalité des chances, au sein du Secrétariat général – Direction générale de la coordination et de l'appui, est notamment chargée des missions suivantes:

- 1° organiser, sur une période de cinq ans, au moins 3 assemblées plénières “ Alter Egales », dont l'une obligatoirement dans les six mois de l'installation du Gouvernement, lors desquelles le secteur féministe est invité à contribuer aux travaux du Conseil visé à l'article 8, § 1^{er}, notamment à l'avis visé à l'article 8, § 2, 1° et 2°, ainsi qu'aux recommandations visées à l'article 8, § 2, 3°;
- 2° en début de législature, coordonner la rédaction d'un projet du plan visé à l'article 3. Ce projet tient compte des mesures et actions prévues dans la déclaration de politique communautaire, des rapports d'évaluation visés à l'article 10, et des avis et recommandations du Conseil consultatif des droits des femmes visés à l'article 8, § 2;
- 3° rédiger un projet des rapports d'évaluation intermédiaire et d'évaluation finale à communiquer au Gouvernement et au Parlement, visés à l'article 10;
- 4° assister le Gouvernement dans ses travaux et assurer le suivi, y compris budgétaire, de la mise en œuvre des mesures du plan visé à l'article 3;
- 5° veiller à l'accessibilité d'informations, d'études et d'outils éducatifs relatifs aux droits des femmes tant pour les professionnels que pour le grand public;
- 6° veiller à ce que des formations soient dispensées sur les thématiques visées par le présent décret, notamment les politiques visées à l'article 2, 2° et 3°, à l'attention des membres du personnel du Ministère de la Communauté française, des organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française et des acteurs concernés;
- 7° commanditer ou réaliser des recherches permettant d'alimenter les politiques visées par le présent décret, et notamment le plan visé à l'article 3;
- 8° assurer le secrétariat du Conseil visé à l'article 8 et du Comité de pilotage visé à l'article *8bis*. ».

Art. 9. Au début de l'article 10 du même décret, il est inséré un alinéa formulé comme suit:

“ La mise en œuvre du plan visé à l'article 3 fait l'objet d'une évaluation intermédiaire et d'une évaluation finale. ».

Au sein du même article, les mots “ de fin de législature » sont supprimés.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mai 2019
relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes*

Art. 10. L'intitulé du chapitre II du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes est remplacé par ce qui suit: " Chapitre II. – Coordination ».

Art. 11. L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit:

" Art. 2. Le Comité de pilotage du plan droits des femmes, visé à l'article 8bis du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française, coordonne la politique de lutte contre les violences faites aux femmes. ».

Art. 12. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit:

" Art. 7. § 1. Le plan " droits des femmes » visé à l'article 3 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française inclut des objectifs stratégiques et des mesures spécifiquement consacrées à la lutte contre les violences faites aux femmes, rassemblés dans une section spécifique de ce plan.

§ 2. Conformément à l'article 8bis du décret du 7 janvier 2016, le Comité de pilotage du plan droits des femmes est responsable de la coordination et de l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs stratégiques et mesures spécifiquement consacrées à la lutte contre les violences faites aux femmes du plan visé au paragraphe 1^{er}. Il s'appuie, dans l'exercice de ces missions, sur les avis et recommandations du Conseil consultatif des droits des femmes, visé au paragraphe 3, et sur le travail de la Direction de l'égalité des chances, visée au paragraphe 4.

§ 3. Conformément à l'article 8, § 2, du décret du 7 janvier 2016, le Conseil consultatif des droits des femmes est chargé de formuler des propositions pouvant s'inscrire dans la section du plan visée au paragraphe 1 sur la base de la Convention du Conseil de l'Europe du 11 mai 2011 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Il remet des avis et des recommandations sur la mise en œuvre des objectifs stratégiques visés dans cette section par des contributions spécifiques aux rapports visés à l'article 8, § 2, du même décret.

§ 4. Conformément à l'article 9, § 2, du décret du 7 janvier 2016, la Direction de l'égalité des chances, au sein du Secrétariat général – Direction général de la coordination et de l'appui, assiste le Gouvernement dans ses travaux et assure le suivi, y compris budgétaire, de la mise en œuvre des mesures spécifiquement consacrées à la lutte contre les violences faites aux femmes du plan visé à l'article 3. ».

Art. 13. L'article 8 du même décret est modifié comme suit:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

" § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, après avis du Conseil consultatif des droits des femmes, au moins cinq collectifs d'associations relatifs à la lutte contre les violences faites aux femmes, ci-après dénommés " Collectifs ». Il s'assure que chacune des thématiques suivantes soit traitée par, au moins, un collectif d'associations:

- 1° les actions préventives en matière de lutte contre le sexisme;
- 2° les violences conjugales, en particulier la problématique des enfants exposés à ces violences;
- 3° les violences sexuelles;
- 4° les mutilations génitales féminines, les mariages forcés ou encore les violences liées à l'honneur.

Il s'assure également que chaque collectif inscrive son projet dans le cadre de l'une des politiques suivantes:

- 1° les politiques culturelles, en ce compris la politique des médias;
- 2° l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire;
- 3° les politiques de l'enfance et de la jeunesse;
- 4° les maisons de justice et l'aide à la jeunesse;
- 5° l'enseignement supérieur et la recherche scientifique;
- 6° le sport. »;

2° au paragraphe 2 du même article, le terme " alinéa » est remplacé par le terme " paragraphe »;

3° au paragraphe 3 du même article, il est ajouté un point 3°/1 ainsi libellé:

" 3°/1 faire valoir une expertise dans le domaine de compétences de la Communauté française, visé au paragraphe 1, alinéa 2, points 1° à 6°, dans lequel s'inscrit le projet. »;

4° le paragraphe 4 du même article est remplacé par ce qui suit:

" § 4. La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures publié sur le site des services du Gouvernement. L'appel à candidatures comprend les modalités d'introduction de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par la Direction de l'égalité des chances exclusivement sur base des objectifs spécifiques déterminés dans la section du plan " droits des femmes » spécifiquement consacrée à la lutte contre les violences faites aux femmes visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, et soumis au Gouvernement pour approbation.

Le Conseil consultatif des droits des femmes remet un avis motivé sur la recevabilité des candidatures et sur la reconnaissance ou non-reconnaissance des collectifs d'associations au Gouvernement. Il peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats.

La procédure de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des collectifs d'associations peut être précisée par le Gouvernement. Aucune décision de reconnaissance ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée par le Gouvernement sans avoir au préalable reçu l'avis du Conseil consultatif des droits des femmes. »;

5° à la suite du paragraphe 4, il est ajouté un paragraphe 5, formulé comme suit:

" § 5. Au moins trois collectifs sont reconnus dans les douze mois de l'adoption du plan visé à l'article 3 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française. Si cinq collectifs n'ont pas été reconnus dans ce délai, un nouvel appel à candidatures est lancé, visant à reconnaître au moins un nouveau collectif dans les douze mois de l'évaluation intermédiaire visée à l'article 10 du décret du 7 janvier 2016 afin qu'au total, cinq collectifs au minimum soient reconnus à l'issue de ces deux appels à candidatures.

Le Gouvernement s'assure que chacune des politiques de la Communauté française visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1° à 6°, soit investie par au moins un collectif visé à l'article 8 du présent décret ou à l'article 7bis du décret du 7 janvier 2016 ».

Art. 14. L'article 10 du même décret est modifié comme suit:

1° au paragraphe 1^{er}, les termes " 75.000 € » sont remplacés par " 100.000 € »;

2° le paragraphe 3 du même article est supprimé.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 513-1. - Rapport de commission, n° 513-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 513-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 29 mars 2023.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/30966]

30 MAART 2023. — Decreet tot bestendiging van de steun aan de feministische verenigingssector en tot versterking van zijn deelname aan het beleid van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. - § 1. Lid 2 van artikel 3 van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Dit plan legt strategische doelstellingen vast op basis van de adviezen en aanbevelingen van de in artikel 8 bedoelde Adviesraad voor de rechten van de vrouw en de in artikel 10 bedoelde evaluaties van vorige plannen, rekening houdend met de algemene richtlijnen die de Regering in haar verklaring over het Gemeenschapsbeleid heeft bepaald. Deze strategische doelstellingen worden voor elk van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitgesplitst in maatregelen die binnen een termijn van vijf jaar kunnen worden verwezenlijkt. Het bevat een evaluatie van de kosten en van de uitvoering ervan. Het plan wordt overgezonden aan het Parlement van de Franse Gemeenschap."

§ 2. Het laatste lid van artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"De Regering zal de uitvoering van dit plan opvolgen en evalueren."

Art. 2. Het opschrift van Hoofdstuk IVbis van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd:

"Hoofdstuk IVbis - "Alter Egales" Collectieven die zich inzetten voor de rechten van de vrouw in het beleid van de Franse Gemeenschap".

Art. 3. Artikel 7bis van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 7bis. De Regering erkent, voor een periode van vijf jaar, minstens vijf "Alter Egales"-collectieven die zich inzetten voor de rechten van de vrouw in het beleid van de Franse Gemeenschap, hierna "Collectieven" genoemd.

Art. 4. Artikel 7ter van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 7ter. § 1. Om erkend te worden moet een collectief aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° het collectief heeft een project:

a) in het kader van het volgende beleid:

- a. cultuurbeleid, met inbegrip van mediabeleid;
- b. basis- en secundair onderwijs;
- c. kinder- en jeugdbeleid;
- d. justitiehuizen en hulpverlening aan de jeugd;

- e. hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
- f. sport;
- b) in het kader van de strategische doelstellingen die zijn vastgesteld door het in artikel 3 bedoelde plan, met uitzondering van de strategische doelstellingen en maatregelen in verband met de thema's bedoeld in artikel 8 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de bestrijding van geweld tegenover vrouwen;
- 2° het collectief bestaat uit ten minste drie leden;
- 3° elk lid van het collectief is sinds ten minste één jaar samengesteld als vereniging of stichting in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- 4° elk lid van het collectief is sinds ten minste één jaar actief in activiteiten ter bevordering van de rechten van de vrouw in het bevoegdheidsgebied van de Franse Gemeenschap bedoeld in punt 1°, a), waarin het project valt, of ten minste één lid van het collectief is sinds ten minste drie jaar actief;
- 5° elk lid van het collectief ontwikkelt zijn acties op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 6° het team dat verantwoordelijk is voor het project bevat ten minste één persoon die deskundig is op het gebied van gendergelijkheid gedurende ten minste drie jaar vanaf de datum van de kandidaatstelling van het collectief;
- 7° het collectief heeft zijn kandidatuur ingediend in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot kandidaatstelling zijn vermeld.

§ 2. De projecten worden geselecteerd op basis van de in de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen vermelde criteria. Deze criteria kunnen betrekking hebben op:

- 1° de geschiktheid van het project met betrekking tot de in de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen genoemde thema's;
- 2° de relevantie van het project voor de doelstellingen van het in artikel 3 bedoelde plan;
- 3° de complementariteit van de leden van het collectief en de meerwaarde van hun partnerschap, met inbegrip van het mentorschap;
- 4° de omvang en de diversiteit van het publiek alsook de geografische dekking van het project;
- 5° de duidelijkheid, samenhang en geloofwaardigheid van het gepresenteerde project, in termen van organisatie, begrotingsramingen en indicatoren aan de hand waarvan de reikwijdte en de doeltreffendheid van de ontwikkelde acties kunnen worden beoordeeld;
- 6° de toereikendheid van het gevraagde bedrag in verhouding tot de geprogrammeerde activiteiten;
- 7° de toegevoegde waarde van de erkenning ten opzichte van de financiële steun waarover het collectief en zijn leden reeds beschikken.

§ 3. De erkenningsprocedure omvat de volgende stappen:

- 1° de lancering van een oproep tot kandidaatstelling, opgesteld door de Directie Gelijke Kansen op basis van de strategische doelstellingen bepaald in het plan bedoeld in artikel 3, en ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering;
- 2° de bekendmaking van de oproep tot kandidaatstelling op de website van de Regeringsdiensten;
- 3° een analyse, door de Directie Gelijke Kansen, van de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen, de geschiktheid van de erkenning in het licht van de criteria van de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen en het toe te kennen bedrag in verhouding tot de kosten van de geplande activiteiten. De Adviesraad voor de rechten van de vrouw brengt over deze analyse advies uit;
- 4° het horen van de kandidaten door de Directie Gelijke Kansen of door de Raad, indien deze dit nodig acht.

De procedure voor erkenning, vroegtijdige beëindiging van de erkenning en schorsing of beëindiging van de financiering kan door de Regering worden vastgesteld. Een beslissing tot erkenning kan niet worden geschorst, gewijzigd of nietig verklaard worden zonder voorafgaand advies van de Raad.

§ 4. Binnen twaalf maanden na de aanneming van het in artikel 3 bedoelde plan worden ten minste drie collectieven erkend. Indien binnen deze termijn geen vijf collectieven zijn erkend, wordt een nieuwe oproep tot kandidaatstelling gelanceerd, waarbij ernaar wordt gestreefd binnen twaalf maanden na de tussentijdse evaluatie bedoeld in artikel 10 van dit decreet ten minste één nieuw collectief te erkennen, zodat na afloop van deze twee oproepen tot kandidaatstelling in totaal ten minste vijf collectieven zijn erkend.

De Regering ziet erop toe dat elk van de in paragraaf 1, 1°, a), bedoelde beleidsmaatregelen van de Franse Gemeenschap wordt belegd door ten minste één collectief als bedoeld in artikel 7bis of artikel 8 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de bestrijding van geweld tegenover vrouwen."

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt een artikel 7^{quater} toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 7^{quater}. § 1. Voor de financiering van het project van elk collectief bedoeld in artikel 7bis wordt een minimumbedrag van 100.000 euro uitgetrokken. Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van het in het voorgaande jaar vastgestelde bedrag, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar en dat van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De subsidie dekt de uitgaven voor de uitvoering van het project, inzonderheid:

- 1° uitgaven ter dekking van personeelskosten, mits deze strikt verband houden met de ontwikkeling van het gesubsidieerde project;

- 2° uitgaven ter dekking van exploitatiekosten die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project, met uitzondering van de gebruikelijke en structurele kosten van de aanvrager;
- 3° de kosten van publicatie, productie, bekendmaking, documentatie, aankoop van klein materiaal en dienstreizen die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project.”.

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

”Artikel 8. - 1. Er wordt een Adviesraad voor de rechten van de vrouw opgericht, hierna te noemen ”de Raad”.

§ 2 De Raad heeft de volgende opdrachten:

- 1° advies uitbrengen over het in artikel 3 bedoelde ontwerp-plan ”Vrouwenrechten”;
- 2° advies uitbrengen over de tussentijdse en eindevaluatieverslagen van het in artikel 10 bedoelde plan ”Vrouwenrechten”;
- 3° op eigen initiatief, op verzoek van een andere adviesraad, de Regering of het Parlement, adviezen en aanbevelingen formuleren over het beleid inzake Vrouwenrechten, inzonderheid voorontwerpen of voorstellen van decreten, ontwerpbesluiten en de evaluatie van bestaande decreetkaders en hun toepassing;
- 4° de inhoud ontwikkelen van de plenaire vergaderingen ”Alter Egales”, waar de feministische sector wordt uitgenodigd om bij te dragen tot de werkzaamheden van de Raad;
- 5° zes maanden voor de aanvang van het voorzitterschap van de Interministeriële Conferentie over de rechten van de vrouw door de Franse Gemeenschap, een advies over de te behandelen thema’s vaststellen en indienen;
- 6° een met redenen omkleed advies uitbrengen aan de Regering over de beslissingen om de collectieven bedoeld in artikel 7bis van dit decreet en in artikel 8 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de bestrijding van geweld tegenover vrouwen al dan niet te erkennen;
- 7° wat betreft de bestrijding van geweld tegenover vrouwen, voorstellen opstellen die in het in artikel 3 bedoelde plan moeten worden opgenomen.

§ 3. De Adviesraad voor de rechten van de vrouw is als volgt samengesteld:

- 1° tien leden van het middenveld uit de volgende gebieden:
 - de deconstructie van genderstereotypen;
 - werk-privé balans;
 - de evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in alle sectoren die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen en op alle niveaus in besluitvormingsorganen en verantwoordelijke ambten;
 - de strijd tegen seksisme en discriminatie;
 - de strijd tegen gendergerelateerde en seksuele intimidatie en de strijd tegen cyberpesten;
 - de strijd tegen huiselijk geweld, inzonderheid het probleem van kinderen die aan dergelijk geweld worden blootgesteld;
 - de strijd tegen seksueel geweld;
 - de strijd tegen genitale verminking van vrouwen, gedwongen huwelijken of eengerelateerd geweld;
- 2° drie leden uit de academische wereld op de volgende gebieden:
 - genderbeleid;
 - de strijd tegen discriminatie;
 - evaluatie, vooruitziendheid en statistieken;
- 3° één ”gelijkheid-diversiteit”-referent uit de volgende Regeringsdiensten:
 - de Algemene Administratie Cultuur;
 - de Algemene Onderwijsadministratie;
 - de Algemene Administratie Hulpverlening aan de Jeugd;
 - de Algemene Sportadministratie;
 - de Algemene Administratie Justitiehuisen;
 - het secretariaat-generaal - Directie Ambtenarenzaken en Human Resource.
- 4° een ”gelijkheid-diversiteit”-referent uit de volgende organisaties:
 - de Hoge Raad voor de audiovisuele sector;
 - O.N.E.;
 - de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES).

De Raad kan op eigen initiatief of op hun verzoek iedere natuurlijke of rechtspersoon die hem bij de uitvoering van zijn opdrachten van dienst kan zijn, horen en bij zijn werkzaamheden uitnodigen.

§ 4. De Raad benoemt uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter voor een periode van vijf jaar.

§ 5. De Regering benoemt de leden van de Raad en hun plaatsvervangers voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De plaatsvervanger heeft zitting bij afwezigheid van het werkend lid en maakt het mandaat van het werkend lid af indien dit aftreedt.

De leden bedoeld in paragraaf 3, derde lid, 1° en 2°, worden benoemd na een openbare sollicitatieoproep. Zij moeten hun deskundigheid en ervaring op de in paragraaf 3, derde lid, 1° en 2°, bedoelde gebieden alsmede hun motivatie om zitting te nemen in de Adviesraad voor de rechten van de vrouw met redenen omkleeden. De leden zetelen in eigen naam.

Niemand mag lid zijn van de Adviesraad voor de rechten van de vrouw indien hij of zij door verscheidene aanwijzingen duidelijk blijkt geeft van vijandigheid jegens de democratische beginselen zoals die zijn vastgelegd in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de bijhorende protocollen, de Grondwet en de wetten en decreten betreffende de bestrijding van discriminatie, of indien hij of zij behoort tot een orgaan dat door verscheidene aanwijzingen duidelijk blijkt geeft van vijandigheid jegens deze beginselen.

Eenzelfde organisatie mag slechts één lid in de Raad hebben.

§ 6. De leden van de Raad bedoeld in paragraaf 3, 1° tot 2°, ontvangen een presentiegeld of een leesvergoeding.

Het presentiegeld is vastgesteld op 40 euro voor een werkvergadering van een halve dag. Voor werkvergaderingen van de Raad waarvoor een vooraf door de voorzitter gevraagde inhoudelijke bijdrage nodig is, wordt een leesvergoeding van 210 euro per werkelijke aanwezigheid toegekend. De voorzitter stelt de betrokken leden ervan in kennis dat voor de gevraagde bijdrage een vergoeding wordt toegekend. Deze vergoeding bedraagt ten hoogste 840 euro per jaar.

De bedragen van het presentiegeld en de leesvergoeding, alsmede het maximum daarvan, worden jaarlijks geïndexeerd op basis van het in het voorgaande jaar vastgestelde bedrag, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar en dat van januari van het voorgaande jaar.

De leden van de Raad bedoeld in paragraaf 3, 1° tot 3°, genieten een reiskostenvergoeding tussen hun woonplaats en de vergaderplaats. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de geldende regeling voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding komt overeen met de kosten van een treinkaartje tweede klasse.

§ 7. De Raad kan uit zijn midden, onder voorzitterschap van een van zijn leden, tijdelijke gespecialiseerde commissies en subcommissies instellen, waarvan hij de opdrachten en de samenstelling bepaalt.

De Raad neemt een huishoudelijk reglement aan waarin zijn werking wordt geregeld, de procedures voor het bepalen van de adviezen, de voorwaarden voor de eventuele instelling van commissies en subcommissies en de procedures voor de beraadslagingen in het kader van de beslissingen over het al dan niet erkennen van collectieven worden vastgesteld om mogelijke belangenconflicten te voorkomen.

Dit reglement en alle latere wijzigingen zijn bindend vanaf de goedkeuring ervan door de Regering.

De Regering beslist binnen dertig dagen na de voorlegging. Indien binnen deze termijn geen beslissing is meegedeeld, worden het reglement of de wijzigingen ervan geacht te zijn goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Raad komt ten minste vier keer per jaar bijeen.

Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de Directie Gelijke Kansen.”

Art. 7. Er wordt een artikel *8bis* toegevoegd dat als volgt luidt:

“Art. *8bis*. § 1. Er wordt een stuurgroep voor het plan “Vrouwenrechten” opgericht, die belast is met de coördinatie en de evaluatie van de uitvoering van het in artikel 3 bedoelde plan, met inbegrip van het beleid ter bestrijding van geweld tegenover vrouwen.

§ 2. De stuurgroep is als volgt samengesteld:

- 1° een vertegenwoordiger van elk lid van de Regering;
- 2° acht vertegenwoordigers van de Regeringsdiensten;
- 3° een vertegenwoordiger van elk van de volgende organisaties:
 - de Hoge Raad voor de audiovisuele sector;
 - O.N.E.;
 - de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES).

§ 3. De opdrachten van de stuurgroep omvatten het volgende:

- 1° jaarlijks een verslag aannemen over de uitvoering van de maatregelen betreffende Vrouwenrechten die in het in artikel 3 bedoelde plan zijn opgenomen;
- 2° op basis van het ontwerpverslag van de Directie Gelijke Kansen bedoeld in artikel 9, tweede paragraaf, 3°, het tussentijds evaluatieverslag en het definitief evaluatieverslag opstellen voor verzending aan de Regering en het Parlement overeenkomstig artikel 10.

§ 4. De stuurgroep wordt gezamenlijk voorgezeten door een vertegenwoordiger van de minister voor Vrouwenrechten en een vertegenwoordiger van de Regeringsdiensten.

Hij komt minstens één keer per jaar bijeen.

Het secretariaat ervan wordt verzorgd door de Directie Gelijke Kansen.”.

Art. 8. Aan artikel 9 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 2 toegevoegd die luidt als volgt:

“§ 2. Voor de uitvoering van dit decreet is de Directie Gelijke Kansen, binnen het Secretariaat-Generaal – Algemene Directie Coördinatie en Ondersteuning, inzonderheid belast met de volgende opdrachten:

- 1° over een periode van vijf jaar ten minste drie plenaire vergaderingen “Alter Egales” organiseren, waarvan één binnen zes maanden na de instelling van de Regering, waarop de feministische sector wordt uitgenodigd om bij te dragen tot de werkzaamheden van de Raad bedoeld in artikel 8, § 1, inzonderheid tot het advies bedoeld in artikel 8, § 2, 1° en 2°, alsmede tot de aanbevelingen bedoeld in artikel 8, § 2, 3°;
- 2° bij het begin van de legislatuur de opstelling van het in artikel 3 bedoelde ontwerpplan coördineren. Dit ontwerp houdt rekening met de maatregelen en acties waarin de communautaire beleidsverklaring voorziet, met de evaluatieverslagen bedoeld in artikel 10 en met de adviezen en aanbevelingen van de Adviesraad voor de rechten van de vrouw bedoeld in artikel 8, § 2;
- 3° een ontwerp opstellen van de tussentijdse en eindevaluatieverslagen die aan de Regering en het Parlement moeten worden toegezonden, bedoeld in artikel 10;
- 4° de Regering bijstaan in haar werkzaamheden en toezicht, met inbegrip van het budgettaire toezicht, op de uitvoering van de maatregelen van het in artikel 3 bedoelde plan;
- 5° de toegankelijkheid van informatie, studies en onderwijsinstrumenten in verband met de rechten van de vrouw waarborgen, zowel voor beroepsbeoefenaars als voor het grote publiek;
- 6° ervoor zorgen dat de opleiding over de in dit decreet bedoelde thema’s, inzonderheid de beleidsmaatregelen bedoeld in artikel 2, 2° en 3°, wordt verstrekt aan het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap en de betrokken actoren;
- 7° het laten uitvoeren of verrichten van onderzoek ter ondersteuning van het in dit decreet bedoelde beleid, inzonderheid het in artikel 3 bedoelde plan;
- 8° het secretariaat van de in artikel 8 bedoelde Raad en van de in artikel 8bis bedoelde stuurgroep verzorgen.”.

Art. 9. Aan het begin van artikel 10 van hetzelfde decreet wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

“De uitvoering van het in artikel 3 bedoelde plan wordt onderworpen aan een tussentijdse en een eindevaluatie.”.

In hetzelfde artikel worden de woorden “aan het einde van de legislatuur” geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019
betreffende de bestrijding van geweld tegenover vrouwen*

Art. 10. Het opschrift van hoofdstuk II van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de bestrijding van geweld tegenover vrouwen wordt vervangen door: “Hoofdstuk II. - Coördinatie”.

Art. 11. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 2 De stuurgroep van het plan “Vrouwenrechten”, bedoeld in artikel 8bis van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap, coördineert het beleid ter bestrijding van geweld tegenover vrouwen.”.

Art. 12. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Art. 7. § 1. Het plan “Vrouwenrechten” bedoeld in artikel 3 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap omvat strategische doelstellingen en maatregelen die specifiek gewijd zijn aan de strijd tegen geweld tegenover vrouwen, verzameld in een specifieke afdeling van dat plan.

§ 2. Overeenkomstig artikel 8bis van het decreet van 7 januari 2016 is de stuurgroep van het plan “Vrouwenrechten” belast met de coördinatie en de evaluatie van de uitvoering van de strategische doelstellingen en de maatregelen die specifiek gewijd zijn aan de bestrijding van geweld tegenover vrouwen van het in paragraaf 1 bedoelde plan. Bij de uitvoering van deze opdrachten baseert zij zich op de adviezen en aanbevelingen van de Adviesraad voor de rechten van de vrouw, bedoeld in paragraaf 3, en op de werkzaamheden van de Directie Gelijke Kansen, bedoeld in paragraaf 4.

§ 3. Overeenkomstig artikel 8, § 2, van het decreet van 7 januari 2016 is de Adviesraad voor de rechten van de vrouw belast met het formuleren van voorstellen die kunnen worden opgenomen in het in paragraaf 1 bedoelde deel van het plan op basis van het Verdrag van de Raad van Europa van 11 mei 2011 inzake de bestrijding van geweld tegenover vrouwen en huiselijk geweld. Hij brengt adviezen en aanbevelingen uit over de uitvoering van de in dit deel bedoelde strategische doelstellingen via specifieke bijdragen aan de in artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet bedoelde verslagen.

§ 4. Overeenkomstig artikel 9, § 2, van het decreet van 7 januari 2016 staat de Directie Gelijke Kansen, binnen het Secretariaat-Generaal - Algemene Directie Coördinatie en Ondersteuning, de Regering bij in haar werkzaamheden en ziet zij, onder meer budgettair, toe op de uitvoering van de maatregelen die in het in artikel 3 bedoelde plan specifiek gewijd zijn aan de bestrijding van geweld tegenover vrouwen.”.

Art. 13. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

“§ 1. De Regering erkent voor een periode van vijf jaar, na advies van de Adviesraad voor de rechten van de vrouw, ten minste vijf collectieven van verenigingen die betrokken zijn bij de bestrijding van geweld tegenover vrouwen, hierna te noemen “Collectieven”. Zij zorgt ervoor dat elk van de volgende thema’s door ten minste één collectief van verenigingen wordt behandeld:

- 1° preventieve acties in de strijd tegen seksisme;
- 2° huiselijk geweld, inzonderheid het probleem van kinderen die aan dergelijk geweld worden blootgesteld;
- 3° seksueel geweld;
- 4° vrouwelijke genitale verminking, gedwongen huwelijken en eer-gerelateerd geweld.

Zij zorgt er ook voor dat het project van elk collectief in overeenstemming is met een van de volgende beleidslijnen:

- 1° het cultuurbeleid, met inbegrip van het mediabeleid;

- 2° basis- en secundair onderwijs;
- 3° kinder- en jeugdbeleid;
- 4° justitiehuisen en hulpverlening aan de jeugd;
- 5° hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
- 6° sport.”;
- 2° in paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt het woord “lid” vervangen door het woord “paragraaf”;
- 3° aan paragraaf 3 van hetzelfde artikel wordt een punt 3°/1 toegevoegd, dat als volgt luidt:

“3°/1 deskundigheid aantonen op het bevoegdheidsgebied van de Franse Gemeenschap, bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, punten 1° tot 6°, waarin het project valt.”;

- 4° paragraaf 4 van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende tekst:

“De erkenning wordt voorafgegaan door een oproep tot het indienen van kandidaatstellingen die op de website van de Regering wordt bekendgemaakt. De oproep bevat de procedures voor het indienen van kandidaatstellingen en een bestek. Dit laatste wordt opgesteld door de Directie Gelijke Kansen, uitsluitend op basis van de specifieke doelstellingen die zijn bepaald in het deel van het plan “Vrouwenrechten” dat specifiek gewijd is aan de bestrijding van geweld tegenover vrouwen als bedoeld in artikel 7, lid 1, en wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

De Adviesraad voor de rechten van de vrouw brengt aan de Regering een met redenen omkleed advies uit over de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen en over het al dan niet erkennen van de verenigingen. Hij kan, indien hij dit nodig acht, de kandidaten horen.

De procedure voor de erkenning, de vroegtijdige beëindiging van de erkenning en de schorsing of beëindiging van de financiering van verenigingen kan door de Regering worden vastgesteld. Geen enkel beslissing tot erkenning kan door de Regering worden geschorst, gewijzigd of beëindigd zonder voorafgaand advies van de Adviesraad voor de rechten van de vrouw;

- 5° na paragraaf 4 wordt een paragraaf 5 toegevoegd, die luidt als volgt:

“§ 5. Ten minste drie collectieven worden erkend binnen twaalf maanden na de goedkeuring van het plan bedoeld in artikel 3 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap. Indien binnen deze termijn geen vijf collectieven zijn erkend, wordt een nieuwe oproep tot kandidaatstelling gelanceerd, met als doel de erkenning van ten minste één nieuw collectief binnen twaalf maanden na de tussentijdse evaluatie bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 januari 2016, zodat na afloop van deze twee oproepen tot kandidaatstelling in totaal ten minste vijf collectieven zijn erkend.

De Regering zorgt ervoor dat elk van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° tot 6°, bezorgd wordt door minstens één collectief bedoeld in artikel 8 van dit decreet of in artikel 7bis van het decreet van 7 januari 2016.”.

Art. 14. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd:

- 1° in paragraaf 1 worden de woorden “75.000 euro” vervangen door “100.000 euro”;
- 2° paragraaf 3 van hetzelfde artikel wordt geschrapt.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 513-1. – Commissieverslag, nr. 513-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 513-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 maart 2023.